

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AGRALIA - Aire sur Adour**

3 rue de Pion  
40465 Pontonx-Sur-L'adour

Références : -

Code AIOT : 0005201423

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement AGRALIA - Aire sur Adour implanté Avenue de Bordeaux 40800 Aire-sur-l'Adour. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRALIA - Aire sur Adour
- Avenue de Bordeaux 40800 Aire-sur-l'Adour
- Code AIOT : 0005201423
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGRALIA exploite à AIRE SUR L'ADOUR un silo de stockage de céréales d'une capacité totale de 134 800 m<sup>3</sup>. Une partie du grain est séchée sur place, le reste provenant de séchoirs extérieurs.

Suite au décret n°2009-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la rubrique 2160 relative aux silos et installations de stockage en vrac de céréales, ..., le site est soumis uniquement à Enregistrement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A	Sans objet
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitation est encadrée par du personnel formé, disposant de procédures formalisées et d'un suivi régulier des formations, maintenances et travaux par point chaud. Les contrôles de maintenance et de sécurité (élévateurs, bandes, détection, électricité) sont globalement réalisés et tracés. Une sonde de température non fonctionnelle a été identifiée, avec une demande de travaux déjà engagée. Des non-conformités électriques mineures à modérées avaient été relevées et font l'objet d'un suivi. En revanche, une incohérence a été relevée entre le tableau des bandes de transport et les certificats de conformité transmis. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de justifier, sous un délai d'un mois, de la conformité des bandes transporteuses conformément à l'article 26 IV.B de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et, le cas échéant, de transmettre, dans le même délai, le calendrier de mise en conformité de ses installations.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Culture de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'installation était exploitée sous la surveillance d'une personne ayant connaissance des risques et des spécificités des équipements. L'exploitant a transmis les attestations de formation « risques incendie et explosion de poussières dans les silos », suivies par deux personnes. Les formations sont renouvelées tous les cinq ans. Cette formation a été dispensée du 15 décembre 2021 au 16 décembre 2021. Les objectifs de formation sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- identifier les risques d'incendie et d'explosion dans les installations ;</li><li>- connaître les principales mesures de prévention et de protection nécessaires lors de l'exploitation ;</li><li>- connaître les mesures d'intervention de base lors d'un sinistre ;</li><li>- faire le bilan des évolutions sur les points vus précédemment et sur l'expérience acquise (retour d'expérience).</li></ul> L'exploitant a montré qu'il tenait un plan de formation formalisé pour l'ensemble des agents permanents des différents sites du groupe.  Durant la phase de collecte, l'exploitation est surveillée 24 h/24 et 7 j/7. En dehors de ces périodes, le personnel est présent durant les heures ouvrées, de 8 h à 12 h et de 13 h à 17 h. Actuellement, le site ne dispose pas de caméra de surveillance. Toutefois, l'exploitant a indiqué qu'un système de détection d'intrusion serait mis en place au cours de l'année 2026. Le week-end et les jours fériés, le site est fermé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Conditions de fonctionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant tient par ailleurs à disposition des différents intervenants un document précisant

les caractéristiques d'origine en matière de sécurité devant être respectées sur les équipements ou structures faisant l'objet de l'intervention. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis, par courriel du 29 janvier 2026, les consignes et procédures faisant apparaître la gestion de la maintenance et du redémarrage.

Le jour de la visite d'inspection, l'inspection a choisi aléatoirement une procédure de maintenance afin de vérifier que la périodicité était respectée. La maintenance des éléments godets et sangles a bien été réalisée le 27 juillet 2025, conformément à la procédure, qui indiquait un contrôle annuel. Un carnet de suivi, tenu à disposition sur site, regroupe l'ensemble des éléments inspectés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Maintenance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu

**Prescription contrôlée :**

[...] Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. [...] Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis la liste des travaux ayant eu lieu sur le site d'Aire-sur-l'Adour. L'inspection a contrôlé de manière aléatoire un travail par point chaud réalisé au cours de l'année 2025 :

- Remplacement du moteur du séchoir par la société CFCAAAI.

L'exploitant a transmis le permis de travail, le permis feu ainsi que le plan de contrôle annuel de l'entreprise, mis à jour en janvier 2025.

Le permis feu faisait bien apparaître la date de début et de fin des travaux, ainsi que la date de début et de fin de la surveillance. La durée de la surveillance était de deux heures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Entretien de l'installation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations de transfert de grains

**Prescription contrôlée :**

Les équipements/matériels mécaniques sont protégés contre la pénétration des poussières, ils sont convenablement lubrifiés.

Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.[...]

**Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, les systèmes de détection de température du séchoir ont été examinés. Dans ce cadre, l'exploitant a montré la retransmission des 48 sondes de température sur le tableau de pilotage de l'installation.

Il apparaît que la sonde n°20 était non fonctionnelle. Toutefois, l'exploitant a effectué une demande de travaux concernant cette sonde en date du 8 décembre 2025. Il a précisé que cette sonde serait remplacée avant la prochaine collecte de séchage des grains.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Qualification d'équipement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26. IV.B

**Thème(s) :** Risques accidentels, Transporteurs à bande

**Prescription contrôlée :**

[...]Les bandes de transporteurs sont non propagatrices de flammes. Elles respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008.[...]

**Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, les contrôleurs de rotation des bandes et les détecteurs de déport de sangle ne remontaient aucun défaut sur la supervision de l'installation.

L'exploitant a transmis, par courriel du 3 février 2026, les attestations de conformité des bandes des élévateurs E1, E3, E4 et E8, changées en 2019, ainsi que celle de la sangle de l'élévateur E5, changée en avril 2025. Les fiches techniques indiquent que les sangles sont conformes à la norme ISO 340.

Toutefois, le tableau des bandes de transport transmis par courriel du 26 janvier 2026 n'est pas cohérent avec les certificats de conformité des bandes transmis par courriel du 3 février 2026. En effet, le tableau recense des bandes supplémentaires ne figurant pas dans les certificats fournis. L'exploitant a donc transmis par courriel du 06 février 2026 la liste des bandes du silo:

SILO	LARG.	LONG.	Attestation
------	-------	-------	-------------

TB1 Remplissage fond plat	700	420	Attestation non trouvée
TB2 Remplissage fond plat	700	420	Attestation non trouvée
TB3 Galerie sous fond plat	800	386	Attestation disponible 21-06-2002
TB 5 Tapis boisseaux	800	50	Attestation non disponible changée en 2025
TB4 Reprise fosse sec	800	30-40	Attestation non trouvée
Gerbeur 1	615	27	Attestation disponible changée en 2025
Gerbeur 2	615	27	Attestation non trouvée

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en justifiant, sous un délai d'un mois, de l'usage de transporteurs à bande conformes aux normes NF EN ISO 340 (version avril 2005) ou aux normes NF EN 12881-1 (version juillet 2008) et NF EN 12881-2 (version juin 2008).

Dans le cas où l'exploitant ne peut pas justifier de l'usage de transporteurs à bande conformes, il transmet, dans le même délai, l'échéancier de mise en conformité des équipements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants :

- le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ; [...]
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel

utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.

L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. [...]

**Constats :**

L'exploitant a effectué un contrôle des installations en date du 23 juin 2025. Ce rapport fait apparaître des non-conformités dites moyennes à faibles, déjà signalées. L'exploitant a transmis le rapport de suivi de la levée des non-conformités électriques du site par courriel du 30 janvier 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite